



**REGISTRE
des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
de GOUDELIN**

RENDU EXÉCUTOIRE Transmis à
la Préfecture de Saint-Brieuc le .. 2019 / 19
Publié ou notifié le
DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME
Le Maire,

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-neuf juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Didier MORIN, Maire.

Convoqués :

CORBEL Michel - CORLAY Géraud - DEROUIN Robert - GAUVAIN Michaël - GUEGAN Yannick - ILLIEN Anne-Yvette - JEZEQUEL Fabien - KERRIEN Yvonnick - LAROSE Arnaud - LE BONHOMME Marie-Catherine - LE GARFF-TRUHAUD Francette - LE GRAND Marina - MARTIN Marie-Christine - MILON Martine - MORIN Didier - QUERRE Yann - QUINTIN Jérémie - ROPERS Isabelle - TROADEC Helen

Absents :

GUEGAN Yannick (pouvoir à LE GRAND Marina)
QUERRE Yann (pouvoir à LE GARFF-TRUHAUD Francette)
ROPERS Isabelle
TROADEC Helen
LAROSE Arnaud

Secrétaire : Michel CORBEL

DELIBERATION N° 20190729 - 050

Date de convocation : 23 juillet 2019

Objet : Indemnisation des congés non pris et allocations de retour à l'emploi – agent placé en retraite pour invalidité.

Un arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne a rappelé l'obligation de rémunérer les congés non pris les agents qui ont été dans l'impossibilité de prendre ses congés annuels en raison d'un congé de maladie avant sa mise à la retraite pour invalidité. L'objet de cette délibération est de décider de l'indemnisation des congés annuels non pris par un agent qui a été admis à la retraite pour invalidité. Il s'agit d'un cas particulier, puisque dans le cas d'une retraite normale, tous les congés sont pris et payés.

L'indemnisation est fixée selon les principes suivants:

- le droit à indemnisation est limité à 20 jours par année civile, conformément à l'article 7 de la directive 2003/88/CE du 4 novembre 2003.
- l'indemnisation, qui porte sur les congés annuels non pris de l'année de la mise à la retraite pour invalidité et l'année civile précédente, est fixée comme suit:
 - Si, du fait de sa maladie, l'agent a consommé moins de 20 jours de congés annuels au titre de l'année précédant sa date de mise à la retraite, il est indemnisé d'un nombre de jours égal à la différence entre 20 jours et le nombre de jours de congés pris.
 - Il en est de même l'année de sa mise à la retraite, le nombre de 20 jours étant alors proratisé en fonction de sa date de départ en retraite.

Il est donc proposé de valider le paiement exceptionnel à Mme Munna Véronique d'une indemnité compensatrice de congés payés suite à sa radiation des cadres pour invalidité.

- le mode de calcul proposé par le Centre de Gestion des côtes d'Armor est basé sur 41 jours (congé longue maladie depuis janvier 2016):

- 2017: rémunération totale brute perçue par l'agent x 1/10^{ème} x 20/20^{ème}
- 2018: rémunération totale brute perçue par l'agent x 1/10^{ème} x 20/20^{ème}

- 2019: rémunération totale brute perçue par l'agent x 1/10ème x 1/20ème soit la somme de **3 075€ brut**

Par ailleurs, il est précisé qu'une mise à la retraite pour invalidité est une perte involontaire d'emploi. Les employeurs publics ne pouvant pas cotiser à Pôle Emploi pour leurs agents titulaires, ils sont à ce titre en auto-assurance au regard de l'indemnisation chômage et devront eux-mêmes verser les allocations d'aide au retour à l'emploi à leurs anciens agents. Après étude, le service juridique du cdg22 a calculé l'indemnité ARE à lui verser.

Calcul de l'allocation : 31.19 € brut pendant 730 jours soit 22 768.70 € (935.70 € /mois)

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- Autorise le paiement exceptionnel à Mme Munna Véronique d'une indemnité compensatrice de congés payés suite à sa radiation des cadres pour invalidité.
- Valide le mode de calcul proposé par le Centre de Gestion des côtes d'Armor basé sur 41 jours pour un montant de **3 075 € brut**.
- Autorise l'indemnisation chômage de Mme Munna Véronique suite à sa mise à la retraite pour invalidité.
- Retient le calcul estimatif de 31.19 € brut / jour pendant 730 jours et actualisable selon la situation réelle de Mme Munna.
- Autorise M. le Maire, ou son représentant à signer tout document et acte relatifs à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,

Le Maire,

Didier MORIN

